le monde
libertaire
hebdomadaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 300 JEUDI 8 FÉVRIER 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

UNIVERSITÉ DE PARIS

C'est lorsque le temps des apocalypses réapparaît que le culte des idoles se substitue à la raison !

A Téhéran, riches ou pauvres, croyants ou athées, libéraux ou communistes se sont précipité par centaines de milliers au devant d'un vieux charlatan qui se prend pour le messie et qui cache, sous ses lourdes paupières, le regard rusé des derviches qui, aux Indes, se livrent à leurs pitreries sur la place publique en réclamant de la monnaie. A Mexico, d'autres foules, au son d'une musique moderne plaintive et criarde, ont déferlé le long du cortège d'un autre vieillard qui porte sur ses robustes épaules et recouvre de sa croix des siècles de mensonges, de parjures et de crimes dont se sont rendues coupables les sociétés dont il est le garant. c'est dans le temps des désespérances que les peuples attendent le prophète, et lorsque le prophète paraît ce n'est pas pour annoncer la fin du sabbah et l'arrivée de l'âge d'or, mais pour proclamer la venue d'un nouveau prophète qui à son tour annoncera un nouveau prophète... et cela dure depuis le début des temps et continuera jusqu'à la consommation des siècles, ou plutôt jusqu'à ce que l'homme se décide enfin à prendre en main sa destinée avec tous les risques que cela comporte.

Lorsque, comme les corbeaux, les prophètes croassent, les glaces se saisissent des eaux, le vent courbe la tête des arbres, la raison disparaît, chassée par la crainte de l'inconnu. C'est l'heure des génuflexions devant les fétiches, des fuites devant l'irrationnel, des folies collectives et suicidaires. Les hommes sont brusquement ramenés des siècles en arrière. Il en fut ainsi au temps des grandes mutations de la géologie, alors que la terre se fendait et que les continents s'écartaient, que, réunis par la peur en immenses troupeaux, les animaux gigantesques qui peuplaient le monde des origines se jetaient contre les parois d'un globe qui se fendait de toutes parts pour donner naissance aux hommes.

Ici ou autre part, on a déjà tout dit de ce phénomène étrange qui aujourd'hui replonge des foules pétrifiées par le virus religieux dans la nuit du Moyen-age, aux époques où la peste noire ravageait le pays et où les populations se précipitaient sur le chemin qui menait à St-Jacques de Compostelle pour espérer trouver la guérison de leur chair et de leur âme. Oui, tout a été dit et tout reste encore à dire. Car Khomeiny, Jean-Paul II et quelques autres sont des phénomènes du temps de l'apocalypse, corrigés par les techniques de pointe de la société moderne.

Pour Khomeiny ? J'ai déjà souligné quelque part qu'il était le produit du comportement collectif d'un peuple qui s'essoufle à suivre les cadences infernales d'évolution que les techniques imposent à des hommes dont la mémoire reste embarassée par l'héritage culturel du passé. Mais en attendant d'en être son remord, l'ayatollah est le symbole du déclin intellectuel et idéologique de l'Occident. Devant le pouvoir absolu que représentait le Shah, toutes les idéologies occidentales avaient capitulé. Khomeiny leur a rendu l'espoir de faire au moins de la figuration dans la grande page qui se tournait sans eux. Elles se sont rangé sous le manteau du viel homme, espérant qu'on les tolérerait. Et dans ce domaine de la veulerie et de l'indécence, on n'a jamais fait mieux que *L'Humanité* dans sa campagne en faveur de l'ayatollah, campagne qui est un exemple de renoncement et d'impuissance rarement égalé dans l'histoire. En vérité, les doctrines et les structures entachées de socialisme et de libéralisme ont partout échoué à faire le bonheur des hommes. Elles ont cessé d'être crédibles. Leur impuissance ont rejeté les foules vers des mythes religieux où à leur tour elles s'abritent pour se faire oublier, renonçant une fois pour toutes au grand rêve humanitaire né au siècle dernier, ne conservant sous le parapluie de Rome ou de Téhéran que les sigles particuliers qui assurent la gamelle.

(suite page 3)

A la petite semaine

LEÇON DE POLITESSE

Pour avoir ignoré la loi, dont ils se moquent scandaleusement, des « autonomes » auront peut-être à répondre, entre autres méfaits, d'injures envers le Garde des Sceaux.

C'est qu'en effet, si votre voisin de palier, votre concierge, votre collègue de bureau ou d'atelier peuvent être à vos yeux des salauds, des crapules immondes ou des cocus, sachez qu'avant d'étendre le champ de vos injures à tout individu qui vous dégoûte, il est au moins une fonction qui met à l'abri de toutes les tares, c'est celle de ministre.

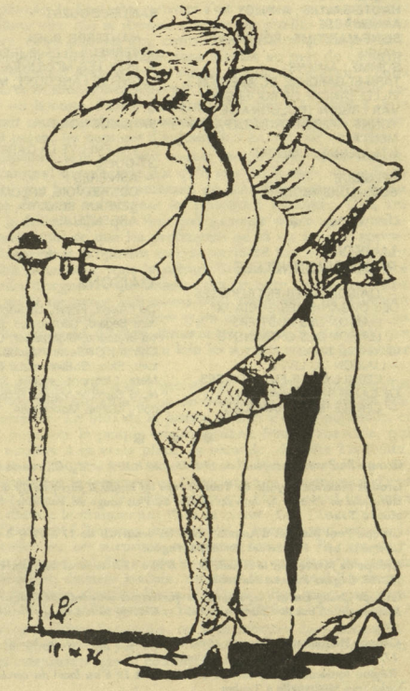
Ne pas savoir cela, c'est risquer de se trouver un jour, comme des « autonomes » aujourd'hui, devant un tribunal.

Alors, moi qui n'ait pas très envie de tâter du cachot, moi qui connaît des ennuis d'argent qu'une amende éventuelle viendrait aggraver, je voudrais dire ici qu'entre la vieille putain que vous étiez hier et la petite ordure politicienne que vous continuerez à être demain, au-delà des crimes que vos fonctions actuelles vous obligent à couvrir, des saloperies qu'elles vous commandent de prononcer, vous êtes présentement, Monsieur Peyrefitte, un type formidable...

FLORÉAL

OFFENSIVE DE CHARME DE LA RELIGION

Des millions de fanatiques ne lui suffisent pas



UNE « NOUVELLE GAUCHE » ?

GRAND remue-ménage dans les partis politiques à l'annonce des futures élections au Parlement européen! Et quelle belle occasion pour le nationalisme - ce « mal français » - de partir en guerre : Chirac et Marchais ont ressorti les vieux clichés du parti de l'étranger et de l'indépendance nationale, Giscard et Barre ont juré que la France resterait maîtresse de son destin, et Mitterand lui-même a pris ses distances vis à vis d'une Europe supra-nationale.

Les partis communistes occidentaux ont tenu une réunion à Bruxelles, dans l'espoir d'établir une plate-forme commune. Ce fut un échec, d'ailleurs prévisible. Les trois champions de l'euro-communisme - les PC italien, français et espagnol - ont étalé leur divergences : le PC italien favorable au Parlement européen et aux institutions européennes ainsi qu'à l'OTAN s'opposait au PC français, lequel était accusé de démagogie et de chauvinisme par le PC espagnol qui lui reprochait sa campagne contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Le PC belge aurait bien voulu un accord, mais il condamnait *« une Europe atlantiste qui enferme dans un enclos dominé par la RFA une série d'Etats dépouillés de leurs droits souverains »*. Un peu dur à avaler pour le PC italien!

Ne soyons pas trop attristés par la désunion des partis communistes et saluons plutôt la naissance de la « Nouvelle gauche » révolutionnaire, européenne, anticapitaliste! Cet heureux évènement est survenu les 25 et 26 novembre non loin de Turin et résulte de l'accord de onze « organisations politiques ». Organisations ? Un terme bien pompeux pour désigner des groupements dont la plupart ne sont connus que de rares initiés et qui ont bien besoin d'un peu de publicité pour faire croire à leur importance. Voilà donc la « Nouvelle gauche » et la liste des onze signataires du Manifeste de Turin :

Belgique - le groupe « Pour le socialisme » (qui édite à Bruxelles la revue hebdo *Pour*).
Danemark - le groupe « Venstresocialisterne ».
Espagne - Mouvement Communiste (MC), Organisation de la gauche communiste (OIC), Parti du travail d'Espagne (PTE).
France - PSU, Comité d'action contre l'Europe germano-américaine, Centre d'études anti-impérialistes, OCT.
Italie - Démocratie prolétarienne.
RFA - Ligue communiste (KB).

(suite page 7)

Page 8

ENTRETIEN AVEC DEUX MEMBRES DES SYNDICATS LIBRES DE POLOGNE

Fop. 2520

Liste des groupes de la Fédération anarchiste

PROVINCE

ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : ANTIBES
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
CALVADOS : HÉROUVILLE-CAEN
DOUBS : BESANÇON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISÈRE : GRENOBLE
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
LOT : GROUPE DÉPARTEMENTAL
LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LÔ
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : VALENCIENNES
ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
RHÔNE : LYON
HAUTE-SAVOIE : ANNECY ANNEMASSE
SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : RGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
SUD—LUXEMBOURG

* * *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
— LIAISON DES POSTIERS
— LIAISON DES CHEMINOTS (édite *Voie Libre*)
— LIAISON DU LIVRE
— CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18e)
— CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
— GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
— MASSY PALAISEAU
— ATELIER DU SOIR
— ORSAY BURES
— SAVIGNY SUR ORGE CORBEIL ESSONES
— BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE
— DRAVEIL

BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
— MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

— NANTERRE, RUEIL
— VERNEUIL, LES MUREAUX
— ISSY LES MOULINEAUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE LA GARENNE ST-OUEN
— ASNIÈRES
— COURBEVOIE, COLOMBES
— SEVRAN, BONDY
— ARGENTEUIL

* * *

LIAISONS

De l'Aisne, Florac, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Centre-Bretagne, Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-Sever, Vendôme, Montoire, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Poitiers, Bourgoin, Maule, Montauban.

* * *

Groupe de Rennes : *le jeudi de 19 h 30 à 20 h 30 à la M.J.C., rue de la Pailette.*

Groupe Maurice Fayolle de Tours : *tous les lundis à partir de 20 h et tous les mercredis de 15 à 17 h, dans les locaux du* P'tit rouge de Touraine, *10 rue Jean Macé à Tours.*

Groupe Paul Mauget d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie* La tête en bas *- 17, rue des Poêliers à Angers.*

Groupe de Marseille : *le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de* Culture et Liberté *72, Bd. Eugène Pierre à Marseille.*

Groupe Orsay-Bures : *les seconds et quatrièmes vendredis de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chaplin.*

Groupe Hédonien de Fumel : *point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.*

Région toulonnaise : *le samedi de 15 h 30 à 19 h au loacl du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.*

Groupe Jacob : *le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Louise Michel : *tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18e.*

Groupe Emma Goldman : *le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Proudhon de Besançon : *au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.*

Groupe de Lyon : *tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaussée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.*

Groupe La Boétie : *les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.*

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : *dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.*

Groupe Germinal : *tous les jeudis de 19 à 20 h au café* Le Métropole, *avenue de la République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15e (métro : Boucicaut).*

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.*

Groupe Fresnes-Antony : *tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes à Antony.*

Groupe d'Amiens : *tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corrée (quartier St-Roch) à Amiens.*

Groupe Voline : *26, rue Piat-Paris 20e. Tous les samedis de 14 à 16 h.*

Groupe Elisée Reclus d'Aix-en-Provence : *tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.*

PERMANENCE ANTIMILITARISTE
Chaque samedi de 13 à 15 heures
Librairie Publico - 3, rue Ternaux-75 011 PARIS

POUR TOUT CONTACT ÉCRIRE AUX RELATIONS INTERIEURES
3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

Le groupe anarchiste Emma Goldman organise

SAMEDI 10 FÉVRIER à 19 h 30

avec le comité de soutien aux Indiens d'Amérique

UNE SOIRÉE DE SOUTIEN AVEC LES INDIENS D'AMÉRIQUE

Projections de films
Débats
Exposition de photos
Librairie - Buffet
Entrée gratuite
à l'AGECA
177, rue de Charonne
Paris 11e

COMMUNIQUÉ

La Fédération Anarchiste lance sa campagne sur les pays de l'Est

Une liaison de la F.A. vient de se constituer à cet effet

Pour tout contact
3, rue Ternaux
75 011 PARIS

Le groupe Commune de Kronstadt informe qu'il tient à leur disposition une revue d'information en langue bulgare et russe (d'autres langues peuvent y être ajoutées) sur les pays de l'est

L'Est

c'est son nom est rédigée par des camarades anarchistes en exil on peut la vendre en de nombreux points (manifs, centres culturels, etc.)

Pour l'obtenir écrire au groupe à Publico

Le groupe libertaire Germinal organise tous les mardis au patronage laïc 72, av. Félix Faure Paris 15e-Métro Boucicaut de 19 à 20 h des réunions-débats

LE 13 FÉVRIER
LE CHOMAGE

Le groupe Kropotkine organise

SAMEDI 17 FÉVRIER à 15 h 30

un colloque sur L'IRAN

en son local
28, rue Carème Prenant
à Argenteuil

MILLE EXCUSES

Beaucoup d'acheteurs du *Monde Libertaire* ainsi que des abonnés voudront bien nous excuser pour la mauvaise impression du texte concernant le dossier drogue paru la semaine dernière.

L'imprimeur, qui assure qu'aucun de ses ouvriers n'était drogué au moment du tirage, a promis que cela n'arriverait plus.

La rédaction

Le groupe anarcho-syndicaliste de Rouen organise un meeting le 9 février à 20 h 30
La F.A. y tiendra une table de presse

Directeur de la publication
Maurice Laisant
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage Paris 20e
Dépôt légal 44 149 - 1e trimestre 77
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

SOUSCRIPTION

NOTRE appel à la souscription n'est pas suffisament compris et celle-ci semble s'essouffler. Il n'y a pourtant pas d'autres solutions pour résoudre les problèmes auxquels nous avons à faire face actuellement. A long terme, les solutions pourront être envisagées, et nous comptons vous en faire part bientôt, mais en attendant nous devons répondre aux échéances.

Le bail de location de notre librairie Publico ne peut être renouvelé. Du jour au lendemain nous pouvons donc être obligé de trouver de nouveaux locaux et contracter un nouveau bail.

Cela veut dire que nous devons pouvoir disposer de :

60 000 F pour un droit au bail
20 000 F pour travaux de sécurité
10 000 F pour frais d'aménagement
10 000 F avance de loyer et frais de déménagement

SOIT 100 000 F POUR PUBLICO

De plus, pour améliorer la vente du « Monde Libertaire », une fois par mois nous sortons un numéro spécial sur 12 pages et des affichettes de publicité faisant connaître le thème traité. Cette indispensable opération de promotion coûte cher! Il nous faut donc sur 78-79 :

100 000 F POUR QUE VIVE LE MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE

Voilà pourquoi nous réitérons notre appel, afin que notre souscription de 200 000 F soit entendue et avance rapidement.

NOUS COMPTONS SUR VOTRE SOUTIEN

Dans un prochain numéro nous vous donnerons un compte-rendu du questionnaire réalisé dans le Monde Libertaire au mois de novembre 1978.

Les administrateurs
J.P. GIRAUD - L. TAMAMES

Amis lecteurs

NOUS vous avions proposé au mois de novembre dernier un questionnaire afin de mieux vous connaître et de faire le point sur vos opinions de lecteurs, un an après le premier numéro du Monde Libertaire Hebdomadaire.

Nombreux sont les lecteurs qui ont répondu, ce qui montre l'intérêt qu'ils portent à la vie de notre hebdomadaire, et ce qui explique que nous n'en parlions qu'aujourd'hui, tant cela a demandé de travail de dépouillement.

Voyons d'abord qui sont les lecteurs. D'après les réponses, ce sont en grande partie des jeunes (59% ont moins de 26 ans - 33% entre 26 et 50 ans). Près de 70% sont des travailleurs (dont 40% de manuels, employés et techniciens) et 31% de lycéens et d'étudiants.

33% ont connu Le Monde Libertaire grâce à des relations personnelles, et 31% dans des kiosques ou librairies, ce qui montre bien qu'il est important de faire connaître le journal autour de vous et de favoriser son affichage dans les librairies et les kiosques.

Trop peu de lecteurs sont encore abonnés (seulement 40% des lecteurs). Il est très important que le maximum des lecteurs s'abonnent pour nous aider à soutenir notre effort.

Ce que l'on voudrait voir développer de préférence dans Le Monde Libertaire, que vous désirez autant que nous voir passer à 12 pages, ce sont surtout les commentaires sur les faits sociaux et les luttes ouvrières, ainsi que de plus amples informations sur les activités militantes du mouvement anarchiste français et international.

La principale de vos critiques portent sur le caractère encore trop superficiel de certains articles. Mais une très grande majorité trouve notre organe clair et bien présenté.

Nos conclusions appellerons la dernière question : êtes-vous prêts à participer à notre souscription pour Le Monde Libertaire ? Nous pouvons compter sur au moins 85% d'entre vous pour nous soutenir. Alors dès maintenant, abonnez-vous et souscrivez!

Les administrateurs

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....
N° ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N° ..... (inclus). Pays .....

O Abonnement O Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

O Chèque postal O Chèque bancaire O Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Sur les ondes autorisées

Sur France-Culture, chaque soir à 18 h 30, du lundi au vendredi, diffusion d'un feuilleton tiré de l'œuvre d'Henry Poulaille (20 demi-heures d'émission).

Rectificatif

Dans le dernier ML, il était suggéré la fusion de deux « grands journaux » d'information, le titre proposé étant *Le parisien-libé*. Il faut tout de même ajouter que feu-*Rouge* avait informé ses lecteurs du communiqué en question, dont l'intégralité est parue dans le seul journal qui ne censure pas la FA : nous avons nommé *Le Monde Libertaire*.

Antimilitarisme

Le 16 janvier, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a ajourné, une fois de plus, au 20 février sa décision quant à la requête présentée par l'avocat d'Octavio Alberola, demandant l'annulation des mesures de contrôle judiciaire qui pèsent encore sur lui. Alberola est l'un des 11 antifranquistes toujours poursuivis par la justice française depuis 1974, dans le cadre de « l'affaire Suarez ». Dans notre démocratie avancée, « lumière des libertés », des individus ne peuvent circuler librement, comme dans une vulgaire république populaire...

Breizh échos

BARDE — Saluons ici les 20 années de chansons de Glenmor. Un nouveau 33 t percutant nous apporte son témoignage.

brest - Licenciements de 59 personnes à « Chauffage et ventilation », coopérative ouvrière de 280 personnes. Une grève est votée à 90%.

PLOUARET — De nombreux arrêts de trains se poursuivent chaque jour, à l'aide d'une solidarité intercantonnale sans précédent. Il y va de la survie du Trégor. Une manifestation générale était prévue le dimanche 4 février.

MARÉE NOIRE — A Antibes, l'organisateur d'une opération de solidarité avec Portsall frappé par la marée noire, a disparu avec les fonds recueillis.

Amélar 22 140

Obscurantisme

LE VOYAGE DU PAPE

JEAN-PAUL II a donc fait sa petite balade au Mexique, pour voir où en était le degré d'aliénation de ses ouailles centre-américaines. Chose banale en soit, s'il n'y avait pas eu les propos qu'il a tenu à Puebla.

En effet, ceux-ci sont très significatifs car il s'agit d'un véritable rappel à l'ordre envers ceux qui avaient un peu trop tendance à mêler christianisme et politique. Popaul a donc été net et clair avec cette tendance « progressiste » de l'Eglise : *« Le Christ n'est pas un fauteur de subversion!... On prétend montrer un Jésus qui lutte contre la domination romaine et les pouvoirs et qui est donc impliqué dans la lutte des classes... »*

Popaul remet donc les choses à leur place, le christ n'est pas un révolutionnaire. Dans ce sens, nous ne saurions que remercier Paulo pour ces propos francs à l'égard du christianisme nouvelle sauce. Nous sommes tout à fait de son avis, pas pour les mêmes raisons sans doute. Il est en effet clair pour nous, révolutionnaires anarchistes, qu'on ne peut libérer personne en tenant des propos chrétiens, parce que le christianisme, par le fait même qu'il reconnaît l'existence d'un dieu, aliène l'individu. Cela est clair, et ce ne sont pas les quelques humanistes en soutane qui luttent contre tel ou tel abus du capitalisme, qui nous ferons changer d'avis.

Jean-Paul a donc rappelé le vrai visage de l'Eglise à ceux que la nouvelle mode gaucho aurait pu tromper. mais là où on commence à se marrer (ça devient instinctif quand on les écoute) c'est quand Paulo nous dit qu'il n'existe pas de règle économique capable de changer par elle-même les mécanismes qui produisent des riches toujours plus riches et des pauvres toujours plus pauvres : *« il faut faire appel dans la vie internationale aux principes de l'éthique, aux exigences de la justice, au premier des commandements qui est celui de l'amour »*. Il nous faut donc faire appel aux principes de l'éthique et de l'amour, ainsi la libération de l'homme viendra de la réconciliation et du pardon. En entendant ces propos débiles (mais dans la droite ligne du catholicisme pur et dur) je pensais, comme pas mal d'entre vous sans doute, au pauvre mec en train de se faire torturer à la lampe à souder ou à la gègène dans une prison chilienne ou iranienne, et qui déjà pardonnait à son bourreau et lui serrait la pogne.

Ainsi donc, nous accoucherons d'un monde meilleur, sans violence, tous unis, tous frères, capitalos et prolos la main dans la main!! Conception attirante du changement social pour grenouilles de bénitier! La société actuelle repose sur des oppositions économiques desquelles découle la lutte des classes, et ce ne sont pas les élucubrations mystiques des égarés du Vatican qui y changeront quelque chose. Aucun changement, aucune amélioration n'a été obtenu sans coup de force et sans violence, et nous n'avons que foutre de la mystique chrétienne dans le processus de libération de l'individu. Cela, nous le savons : c'est indéniable et irréfutable. Non, ce qui nous choque et nous attriste le plus c'est de voir cette foule en délire baisant le sol à l'approche du Grand Aliénateur.

Non, la peste religieuse n'est pas morte et les sectes Moon et compagnie sont bien peu de choses à côté des dangers publics à la Jean-Paul II.

Allons, ne soyons pas si sévère, n'a-t-il pas ajouté à son discours qu'il fallait protéger la vie humaine... et dans ce sens lutter contre l'avortement et les méthodes anticonceptionnelles!

Et l'armée, dit Paulo, c'est quand que tu la condamnes ?

Louis (Gr. Elisée Reclus

COMMUNIQUÉ

L'ayatollah Khomeiny, après un exil long de près de 15 ans, a reçu un accueil triomphal à Téhéran par plus de 4 millions de personnes. La « république islamique » réclamée par Khomeiny n'est qu'une réplique religieuse d'un système oppressif et absolutiste dont le fanatisme et l'intolérance ne sont pas les moindres aspects.

Bien que les travailleurs iraniens organisent la vie de leurs quartiers et entreprises sur des bases autogestionnaires réelles, ils remettent, une fois de plus, leur destin entre les mains d'un nouveau despotisme.

L'alternative révolutionnaire, capable de transformer une organisation arbitraire de la vie sociale imposée par le Shah et un néo-colonialisme économique régi par les intérêts conjugués du capitalisme local et international, s'efface au profit d'un pouvoir dictatoriel, spirituel et politique, contraire à l'émancipation des travailleurs.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Le culte des idoles se substitue à la raison !

(suite de la page 1)

Regardez-les à Téhéran comme à Mexico, elles sont modestement présentes, espérant qu'on les tolère, qu'on leur laisse une petite place... Allah est grand... Jésus est le fils de Dieu... Les partis regardent l'ayatollah avec rage et veulerie, le vouant au Diable et espérant pourtant qu'il leur fraiera le passage vers le pouvoir, que leur lâcheté n'a pas pu leur ouvrir. Oui Khomeiny est leur œuvre, à eux qui ont trahi tous les espoirs mis à travers eux en l'homme et qui aujourd'hui se reportent vers la mythologie la plus ridicule. Et si je ne me surveillais pas, cette vieille ganache de Neauphle-le-Château me paraîtrait plus sympathique que ces politiciens faisandés.

Le pape, lui, est fidèle à un prototype façonné par l'histoire et rien n'est laissé au hasard. Il lui faut regarnir les églises où les fidèles qui, en Occident, continuent à les fréquenter, ne croient plus aux singeries tarabiscotées que proposent les Evangiles. Ils se contentent de cracher au bassinet, car l'Eglise reste leur justification morale. Seulement aux églises conquérantes il faut des saints ou des martyrs, or ni Giscard, ni Dassault, ni le sacristain de la paroisse ont une gueule à ça! Il faut aller les chercher autre part... là bas... où faute de manger tous les jours à leur faim, les hommes, pour se distraire, font des ribambelles de gosses à leurs femmes. C'est dans ce pays que les vocations sont encore possible! Le pape est allé au charbon! Comme à Téhéran, à Mexico, à l'ombre des puits de pétrole, la foule des pauvres s'est rué vers ce totem vivant tout de blanc vêtu qui se dressait comme un phallus au-dessus de leur misère, et les pauvres qui, contrairement à ce qu'on prétend, vivent d'amour et d'eau fraîche, sont montés au mât de cocagne. Et il s'est produit à Mexico ce qui s'était produit à Téhéran. Toutes les structures se sont effacées devant cet espoir naïf et imbécile incarné par un homme. Partis, gouvernement, rien n'a résisté à cette foi qui était tout de même un espoir alors que les autres, gouvernement et partis, les hommes d'aujourd'hui en ont fait le tour.

C'est d'instinct, sans vraiment vouloir les connaître, avec une répulsion d'animal qui s'écarte dès qu'il sent le danger, en se fiant à son flair, que les foules iraniennes ou mexicaines se précipitent sur les pas de ceux qui singent les prophètes bibliques. Oui, ces temps de la foi aveugle que finit par partager toute une population, chassent tout ce que les professeurs ou la vie lui ont appris. Bien sûr les anciens prophètes étaient terribles! Les nouveaux sont malins! Mais la tactique reste la même. Ces vieillards au sang glacé mais malades d'orgueil et qui finissent par prendre au sérieux toutes les fables qu'ils racontent aux autres, sont dangereux! Ils n'hésitent pas à jeter des milliers de pauvres types aux mains nues contre les tanks, et des ruisseaux de sang arrosent leur triomphe qui n'est que momentané tant la vie pousse au loin les mythes comme le boueux pousse les immondices.

Nous sommes au temps de l'apocalyspe. Ces temps où Abraham est près à sacrifier son enfant, où on brûle les sorcières, où on édicifie l'adversaire. Le bras de la justice divine, c'est la populace, et contre la populace le peuple est impuissant. Seule l'anarchie, qui remet le nombre à sa vraie place, la seconde, derrière l'individu, peut arracher l'homme à ce mouvement de l'histoire qui le porte, aux politiciens qui le trompent en l'associant à la construction d'une société qui l'exploite, à des théologiens qui l'abrutissent de contes à dormir debout le maintenant dans sa crasse. Car l'anarchie c'est d'abord l'homme! L'homme responsable! L'homme qui assume la vie, son évolution, ses surprises, ses emmerdements. Et c'est justement « cette responsabilité » que les hommes, qui dans les manifs monstres braillent derrière Machin, refusent! Ils ont peur! Khomeiny, Jean-Paul, Marchais, Giscard, Barre... ? Quels alibis, quels paravents! La merde ? C'est eux! Le gateau c'est nous! ON les a choisi... non ?

Vous, vous choisirez l'anarchie, ou vous crèverez dans des pogromes sous les coups de la populace déchaînée et au nom des saints de tous les calendriers que la connerie a inventés.

Maurice JOYEUX

Collaboration policière

LE statut des réfugiés politiques en France est supprimé pour les Espagnols. C'est logique, Franco est mort. De son vivant l'opinion publique française aurait réagi à l'annonce de la suppression de ce statut car l'Espagne se déclarait trop ouvertement fasciste. La collaboration policière avec ce pays existait tout de même, mais était plus discrète qu'elle ne le sera à présent. Car maintenant, ça y est, l'Espagne est démocratique au même titre que la France, la RFA, etc.

Eh oui, enfin il n'y a plus de fascisme! Tout le monde est démocratique. Les tortures continuent en Espagne ? C'est pas grave, à présent c'est des tortures démocratiques. Les QHS en France sont aussi démocratiques. L'isolement dans les prisons existe aussi en RFA, mais c'est pas Hitler qui l'a décidé, alors vous plaignez pas. Les interdictions professionnelles se généralisent ? Ça fait partie de la construction de l'Europe!

Dès lors que l'Espagne est démocratique, quelle raison ce statut aurait-il de continuer à exister ? On rendra donc à ce pays les mêmes services qu'à la RFA par exemple : vous voulez Klaus Croissant ? Tenez, c'est avec plaisir! La collaboration policière européenne de plus en plus présente est un danger réel pour tout « dissident » qui remettrait en cause les vertus de la démocratie.

Franco était con, s'il avait changé le nom de son régime, la répression aurait été beaucoup plus efficace puisqu'elle aurait pu s'appuyer totalement sur le pays voisin, mais que voulez-vous, à son âge il était attaché aux traditions. Son successeur est plus malin, disons qu'il modernise les conditions d'exploitation et d'oppression qui sont aujourd'hui à la mode démocratique. Mais l'Espagne n'a pas vraiment changé. La torture est quotidienne.

Se taire c'est accepter tout cela, accepter les oppressions de tous ces Etats, accepter la collaboration des polices, c'est se laisser écraser un peu plus.

NON A LA COLLABORATION POLICIÈRE !

Daniel (Agen)

Extrême-gauche

IIIe CONGRÈS DE LA L.C.R.

DU 22 au 25 janvier s'est tenu le 3e congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française du secrétariat unifié de la IVe Internationale) à St-Gratien. Issu de la Ligue communiste dissoute par le gouvernement, reconstruite peu de temps après autour du Front Communiste Révolutionnaire (FCR) qui se transforme par la suite en LCR, ce 3e congrès revêtait un aspect fondamental pour les forces trotskystes françaises et mondiales. Il faut sans doute rappeller, avant d'entrer dans le vif du sujet, qu'est-ce qu'on entend par trotskysme, quelles sont ses filiations historiques et derrière des formulations finalement assez communes aux différentes organisations, qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui plusieurs organisations trotskystes existent.

Quand Trotsky fut évincé de la direction du parti bolchévik puis expulsé de Russie par Staline, celui-ci mit toutes ses forces pour regrouper derrière lui ce qu'on appellait à l'époque « l'opposition de gauche ». Devant le stalinisme grandissant, Tortsky prenait de plus en plus ses distances avec la IIIe Internationale et bien qu'il persistât à condidérer l'URSS comme un Etat ouvrier, il appelait les forces révolutionnaires internationalistes à se séparer politiquement et organisationnellement des partis staliniens afin de préparer la conférence de fondation d'une nouvelle internationale communiste, la quatrième.

Scission, discussion, fusion, scission...

Nombre de militants, s'ils voyaient à plus ou moins long terme la nécessité de reconstruire une internationale, rejettèrent l'idée d'une « Internationale tout de suite » telle que la préconisait Trotsky ; c'est le cas notamment de militants français comme Yvan Craipeau, aujourd'hui militant du PSU, que Trotsky qualifiera de centriste. C'est la première cassure dans le « mouvement de l'opposition de gauche » ; d'un côté les trotskystes, de l'autre la « nouvelle gauche » qui oscille entre réforme et révolution, entre parti et organisation, entre étatisme et fédéralisme (voir Marceau Pivert, le PS Autonome puis le PS Unifié).

Les trotskystes français, sous l'impulsion de Pierre Franck et de Pierre Lambert, vont donc construire une section française de la IVe Internationale, le Parti Communiste International, qui va connaître ses heures de gloire dans les années 50. Mais la maladie infantile du trotskysme, le sectarisme, hante les rangs de l'organisation ; c'est en fait au moment où l'organisation atteint une « vitesse de croisière » que les tendances de la IVe Internationale éclatent de toutes parts. La majorité garde la dénomination officielle de IVe Internationale, plus connu sous le terme de « secrétariat unifié » (SU), quand aux autres, ils fondent chacun de leur côté un comité pour la reconstruction de la IVe Internationale en s'accusant mutuellement de révisionnistes, centristes, pablistes, etc.

Dès 1960, il existe une palette d'organisations qui se réclament toutes de la « Quatrième » : le SU incarné en France par la LCR d'aujourd'hui, le comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale (CORQUI), qui existe essentiellement par sa section française, l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI), « Pour la reconstruction de la IVe » animé par Lutte Ouvrière (LO), enfin le courant pabliste qui devait donner la création de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire (AMR) qui rejoignit le PSU pour le quitter et qui se retrouvent aujourd'hui aux Comités Communistes pour l'Autogestion.

Si le mouvement trotskyste va connaître d'éprouvantes difficultés dans les années 60 pour construire ses propres organisations, il ne faut pas oublier que cette période se situe en plein dans les retombées de la guerre d'Algérie, le coup d'Etat de 1958, et que les prémices de mai 68 (l'agitation dans les facultés) commencent à pointer dans l'horizon politique. Les organisations trotskystes, et principalement l'OCI, vont faire de gros efforts pour s'implanter en milieu étudiant. De même en 1965, l'Union des Etudiants Communistes connaît de sérieuses difficultés internes qui aboutissent au départ d'un certain nombre de militants, dont Alain Krivine, qui fondent les Jeunesses Communistes Révolutionnaires (JCR) tandis que d'autres, militants maoïstes, fondent l'Union de la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste.

Après mai 68

Les organisations trotskystes traditionnelles (tout comme la Fédération Anarchiste) vont être complètement dépassées par le mouvement de mai 68 ; ce ne sont que des organisations jeunes et qui naissent avec lui qui vont l'animer (mouvement du 22 mars, JCR). Les JCR se rendent bien compte que leur « parti révolutionnaire » ne peut exister s'il ne repose que sur une organisation de jeunesse. Dès lors elles vont nouer de multiples contacts avec la très faible section française du SU de la IVe Internationale (animée par Pierre Franck) qui aboutisront finalement au congrès de fondation de la Ligue Communiste. Quelque temps plus tard, celle-ci officialise son adhésion au SU de la IVe Internationale, ce qui provoquera le départ de militants regroupés derrière Isaac Joshua qui fondent l'organisation communiste Révolution, qui tente d'allier une synthèse entre le trotskysme et le « maoïsme-spontex ».

La Ligue Communiste va se développer très rapidement, essentiellement en milieu étudiant, et en 1973, manifestant contre un meeting raciste d'Ordre Nouveau qui donne lieu à de violents affrontements, le gouvernement de Pompidou interdit la LC. Interdiction, il faut le reconnaître, purement « formelle » car quelques mois plus tard le FCR présente Krivine aux élections présidentielles, puis rapidement se transforme en LCR.

On le voit, l'histoire du trotskysme et de la LCR plus particulièrement, est compliquée, mais il est fondamental de se la rememoriser pour essayer de juger et de comprendre ce qui se passe aujourd'hui dans le mouvement trotskyste. Quatre groupes, au niveau français et international, se disputent donc la dénomination de IVe Internationale.

— Lutte Ouvrière, qui regroupe principalement des travailleurs et dont le discours anti-électoraliste d'avant les élections pouvait susciter de la sympathie dans les milieux anarchistes, mais qui lors de la campagne des législatives, plongea dans un populisme « révolutionnaire » qui alliait une théorie anti-députés à une pratique profondément électoraliste et démagogique dans tous les sens du terme.

— Les CCA qui essaient tant bien que mal de construire « un projet et une organisation communiste autogestionnaire » dont les éléments sont tous piqués, une fois au PSU et une fois à la LCR.

— L'OCI qui, elle, ne change pas : orthodoxie d'abord, et qui préfère manier mieux que quiconque le sectarisme, l'invective, contre d'autres militants du mouvement ouvrier.

— La LCR.

Le 3e congrès

Les militants LCR et les observateurs présents ont tous remarqué que ce congrès fut marqué par une crise certaine à l'intérieur de l'organisation. Il est nécessaire de rappeller ici que le bureau politique de la LCR, suivant les consignes du SU, présentait un projet d'homogénisation politique de l'organisation et qu'il souhaitait au congrès le voir tranché.

La grande majorité du comité central, regroupée autour de la tendance 4 présentait donc un projet de thèses insistant particulièrement sur la tactique du « Front Unique Ouvrier ». Sur la base d'amendements par rapport à la tendance 4, la tendance 3 s'est constituée, refusant la conception du Front unique ouvrier ainsi que la politique de rapprochement engagée par le comité central de la LCR vers l'OCI. La tendance 1 rassemble, elle, les militants les plus « droitiers » et les plus sectaires : tous leurs textes sont la reproduction exacte de ce que dit l'OCI et il ne fait nul doute que les animateurs de ce courant agissent ni plus ni moins en sous-marins à l'intérieur de la LCR. Deux autres tendances, 2 et 5, présentaient des textes d'orientation qui, pour la tendance 2 (vous suivez ?), se résumait à une attaque en règle contre l'intellectualisme de la LCR et pour la tendance 5 à un méli-mélo de marxisme plus ou moins libertaire caractérisé par des contradictions les plus énormes.

Le congrès national devait concrétiser dans les faits les résultats des congrès locaux qui le précèdaient : la tendance 4, majoritaire, était mis en minorité par le congrès de St-Gratien ; 140 délégués pour la 4, 140 pour la 3, 65 pour la 1, 13 pour la 2 et 7 pour la 5. Aucune majorité politique ne s'est donc imposée à ce congrès. Le comité central, anciennement élu sur liste de tendances, est aujourd'hui composé à la proportionnelle des courants. En fait, l'élément essentiel qui peut faire basculer la LCR dans un sens ou dans un autre se trouve dans la tendance 4 : celle-ci s'est divisée au congrès, une partie d'entre elle rejoignant dans les votes la tendance 1, et l'autre la tendance 3. Elle s'est exprimée par exemple lors d'une motion préconisant la fusion avec l'OCI, proposée comme par hasard par la tendance 1, et qui devait recueillir 25% des mandats.

Alors que retenir de ce congrès ? D'abord, ce fut une rencontre marquée par des affrontements très durs et parfois violents. Une grande majorité (on ne peut parler de majorité pour aucune des tendances), la t.3, s'est prononcée contre un processus de fusion à plus ou moins court terme avec l'OCI, et ceci regroupe évidemment toutes les oppositions faites à la t.4 (qui en découlent) par rapport à son analyse politique. La t.4, anciennement majoritaire, ne recueille plus l'assentiment des militants et son projet d'homogénisation n'en sort que plus inconsistant. La t.1 (un croquis peut aider à une meilleure compréhension!), tendance OCI, gagne des points et représente aujourd'hui une véritable force de pression auprès de la t.4, et qu'il suffirait que les amis de Krivine et Bensaïd, les plus réticents au sein de la t.4 quant à cette fusion avec l'OCI, rejoignent la t.2 pour que les t.4 et 1 ressèrent leurs analyses politiques et se trouvent majoritaires au sein de l'organisation. Sans compter qu'aujourd'hui le SU, au niveau international donc, s'engage dans une politique de rapprochement avec le CORQUI (OCI) et qu'elle est pratiquement faite dans certaines sections. Si ces discussions aboutissent, il est évident que l'OCI rejoindra la LCR. Gageons à ce moment-là que la fusion fera place à une nouvelle scission, et que le cycle infernal de la division continuera dans le mouvement trotskyste.

Alors, que va-t-il se passer maintenant à la LCR ? Les débats de procédure ont pris le pied sur les débats politiques et c'est dans ces moments qu'on s'aperçoit que l'organisation en tant que telle n'existe plus, car paralysée par ses affrontements internes. A coup sûr, il faudra que la Ligue fasse son choix, à un moment ou à un autre. Le congrès de St-Gratien n'a fait que le repousser.

Pierre Bigorgne

Jeudi 1er mars

DOSSIER 4 PAGES KROPOTKINE

---

somme échos

Alors que les politiciens de tous poils préparent leurs premières armes pour les cantonales, la situation de l'emploi ne cesse d'empirer, et plus particulièrement la situation textile qui ne cesse de se démenteler. Quand on saura que le textile a toujours été l'une des activités les plus importantes de notre région, on comprendra que la Somme n'a rien à envier à la Lorraine!

Ainsi les usines Saint-Frères qui appartiennent à la maffia des Willot, vont bientôt fermer certains de leurs ateliers à Abbeville, Fixecourt et Harondel, soit près de 200 suppressions d'emplois. Et cela malgré les profits énormes des années passées. Il est vrai que les Willot ont préféré les utiliser pour investir au Niger, au Mali, à Madagascar, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, pays où la main-d'œuvre est moins chère et peu turbulente! De plus, les Willot, ayant senti le vent venir (du Japon, par exemple), ont opéré un subtil redéploiement vers d'autres secteurs plus rentables comme l'immobilier, les grands magasins (citons en vrac La belle jardinière, le bon marché, Conforama, les galeries Anspach en Belgique). Ainsi le textile qui représentait à l'origine 100% de leur chiffre d'affaire, ne représente plus aujourd'hui que 25%.

Pour ce qui est des grèves, rien de bien original :

— Le 29 janvier, c'était les cadres qui, au nombre de quelques centaines, descendaient dans les rues pour qu'on ne touche pas à leurs petits privilèges : si on augmente leurs charges sociales, comment pourraient-ils payer leur résidence secondaire, leurs yachts et autres futilités ?

— Le 31 c'était les banques qui obéissaient à un ordre de grève nationale de 24 h. 30 à 80% des travailleurs, selon les banques, ont suivi le mouvement à Amiens. Réunis en assemblée générale, ils ont voté à l'unanimité le principe d'un mouvement de longue durée si de véritables négociations ne s'engageaient pas dans les plus brefs délais.

— Le même jour c'était les professeurs des écoles normales qui observaient aussi un mot d'ordre de grèvette de... 24 h (eh, oui!) pour refuser la liquidation de l'E.N. et exiger une meilleure formation des maîtres. Ils devaient remettre ça en principe le 6 février.

Enfin pour terminer signalons qu'un civil qui distribuait le journal du comité de soldats du 51e RI, stationné à Amiens, s'est vaillamment fait agressé par 2 individus de la police militaire en uniforme. Si on ne peut plus réclamer les « droits démocratiques élémentaires » pour les bidasses, où va-t-on ?

Ben (Gr. Amiens)

NÉCROLOGIE

A peine trois ans d'existence, et le quotidien *Rouge* vient d'arrêter sa publication. Coup dur pour la LCR certes, mais aussi coup dur pour l'ensemble de la presse. Il est bien entendu que *Rouge* était l'organe de la LCR et qu'à ce titre nous ne saurions apporter une solidarité politique à un journal qui défendait des positions divergentes des nôtres, quand il ne pratiquait pas, comme d'autres, l'amalgame et la calomnie contre la Fédération Anarchiste plus précisément.

Cela dit, il n'en reste pas moins vrai que nous ressentons la disparition de *Rouge* comme une atteinte à la liberté de presse, dans une société qui ne laisse s'exprimer que des organes d'information soutenus par des puissances financières.

P.B.

UNE FORME D'OBJECTION COLLECTIVE : L'O.P. 20

LA vague de répression qui touche actuellement le mouvement antimilitariste : objecteurs insoumis, renvoyeurs de livrets militaires, insoumis totaux et déserteurs, semble s'amplifier depuis les déclarations d'Yvon Bourges lors de la discussion du budget de la Défense. *« Aucun responsable de la vie nationale ne saurait couvrir ces insubordinations et le devoir des pouvoirs publics est de les sanctionner sans indulgence »* (ML n° 294). Depuis, la chasse aux antimilitaristes s'est largement ouverte : perquisitions (*Le Réfractaire*), interpellation de militants distribuant un tract de soutien aux paysans du Larzac (groupe anarchiste d'Amiens), poursuites pour divulgations du statut d'objecteur (art. L 50), procès pour injures envers l'armée (*Charlie Hebdo*) et récemment 30 notifications de refus du statut pour des objecteurs de l'OP 20.

Cette dernière forme de répression touche une lutte qui existe depuis huit ans, en se donnant pour but de combattre les volontés du gouvernement : division individuelle des objecteurs, arbitraire de la commission juridictionnelle, limitation à une élite intellectuelle (jugement sur la forme des motivations, ou sur la façon de les camoufler lorsqu'elles sont politiques). L'OP 20 en tant qu'action collective gêne le pouvoir, d'autant que le nombre de demandes a considérablement augmenté, paralysant le rôle de la commission juridictionnelle, et transformant la demande de statut en formalité administrative.

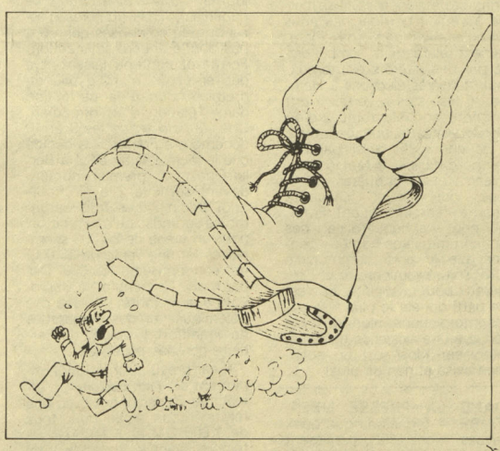
Historique de l'OP 20

En 1963, suite aux réactions entraînées par la guerre d'Algérie et à une campagne menée par notre camarade Louis Lecoin, une proposition de loi assez libérale vient en discussion au parlement. Elle sera combattue à plusieurs occasions par certains députés, au premier rang desquels un dénommé Debré : d'abord lors de son vote (des dizaines d'amendements en font un texte restrictif et répressif), puis lors de la refonte du service national en 1971, et finalement par un décret, dit de Brégançon en août 1972. Ainsi, pour limiter le nombre d'objecteurs, le législateur a mis en place une série de barrières visant à contrôler les motivations (uniquement religieuses et philosophiques), restreindre leur expression durant un court laps de temps (1 mois), et à faire de la demande de statut une démarche individuelle.

Pour juger de la « validité » des convictions, une commission juridictionnelle a été créée. Elle se compose d'un magistrat (nommé par le ministre de la Justice), de trois « personnalités » (désignées par le premier ministre) et de trois officiers (désignés par le ministre de la Défense). De plus, son secrétariat est assuré par le ministre de la Défense, et ses réunions ne sont pas publiques. Bien qu'il soit prévu qu'elle puisse *« demander la comparution de toute personne dont l'audition lui paraît utile, notamment le demandeur »*, elle n'use jamais de cette faculté et se borne à statuer sur la lettre et le formulaire envoyés par l'objecteur (ainsi que, bien entendu, sur les renseignements fournis par la ministère de la Défense).

Toutes les conditions sont donc remplies pour aboutir à l'arbitraire le plus complet : procédure secrète et incontrôlable, des « censeurs » à la fois juge et partie, aucun appel réel de la décision (seul existe un « appel »... au ministre de la Défense pour faire réexaminer la demande par la commission juridictionnelle). Il n'est pas surprenant dans ces conditions, de constater que cette commission va, dès sa création, refuser à certains ce qu'elle accorde à d'autres, et conduire bon nombre d'objecteurs à une situation d'insoumission, leur faisant ainsi connaître la prison.

C'est au cours d'une assemblée générale d'objecteurs en 1971 que le Comité de Soutien aux Objecteurs de conscience (CSOC) de Bordeaux fait une proposition de demande collective de statut. Il s'agit, avec des lettres identiques, juridiquement inattaquables, d'obliger la commission juridictionnelle à accorder le statut ou à infliger des sanctions identiques à tous leurs auteurs. Une vingtaine de futurs objecteurs (d'où le nom « Opération 20 ») décide d'envoyer des lettres avec un texte unique, reproduction en quelques lignes de l'article L 41 du code du service national. En réponse, la commission juridictionnelle demande à chacun de nouvelles justifications personnelles. Les participants de l'OP 20, qui sont maintenant au début de 72, plus d'une centaine, décident de répondre par une deuxième lettre.



Sur 212 lettres rédigées dans les mêmes termes, les premières réponses de la commission juridictionnelle sont révélatrices : 5 statuts accordés et 48 rejetés. La brèche est malgré tout ouverte, et la lutte collective se poursuit : lettre d'appel auprès du ministre, refus, dernier recours : en cassation devant le conseil d'Etat. Cependant ce recours n'est pas suspensif, et plusieurs objecteurs refusant de rejoindre leur affectation, se retrouvent en situation d'insoumission. En février 1973, le conseil d'Etat casse la décision de la commission. Nouvelle demande auprès de celle-ci et second refus, considérant que *« le fait de reproduire une formule identique va à l'encontre de cette prise de position personnelle et qu'en tout état de cause, elle ne peut être le signe de la sincérité d'opinions qui seule permet d'obtenir le statut »*.

Suite à ce nouveau refus, les objecteurs de l'OP 20 déposent un deuxième recours devant le conseil d'Etat. Trois arguments étayent ce recours :

— juridiquement une prise de position personnelle peut s'allier à l'emploi d'une formule commune à plusieurs,

— s'exposer à l'arrestation pour insoumission, sachant les risques encourus, n'implique-t-il pas une preuve de la sincérité des convictions ?

— la loi sur l'objection de conscience ne rejette pas l'emploi d'une formule commune à plusieurs. La commission juridictionnelle commet donc une erreur de droit en ajoutant une règle à la loi.

Cependant, les autorités militaires n'attendent pas la décision du conseil d'Etat, et près d'une cinquantaine de participants à l'OP 20 se trouvent une nouvelle fois en situation d'insoumission. Les premières arrestations ont lieu en octobre 73, et certains resteront en prison plus de 200 jours avant que le refus de la commission soit cassé une deuxième fois. Après une nouvelle demande collective, la commission accorde finalement le statut d'objecteur, cela deux ans après le début de l'opération.

En septembre 74 et juillet 75, la commission va encore réagir, la première fois en demandant un complément d'information (les participants enverront à cette occasion une troisième lettre type), et la seconde en rejetant la demande dès la première lettre (suite à un appel au ministre, la commission réexamine sa position). Cette dernière péripétie amènera les objecteurs OP 20 à changer leur démarche en supprimant l'envoi de la première lettre.

De nouveau la répression

Actuellement, plusieurs dizaines d'objecteurs viennent de se voir refuser le statut (alors que 500 demandes ont été acceptées dans le cadre de l'OP 20). La notification de refus se base sur le fait que le demandeur *« n'apporte pas à l'appui de son opposition à l'usage personnel des armes les justifications d'ordre philosophique ou religieux exigées par l'article L 41... »*. Face à cette répression, 120 personnes se sont réunies en assemblée générale pour déterminer une riposte commune. Deux types d'action ont été décidées :

— au niveau juridique : faire un appel collectif au ministre de la Défense, si cet appel est rejeté constituer un recours en conseil d'Etat.

— au niveau du soutien : une lettre à envoyer individuellement au ministre de la Défense, 14 rue St-Dominique, 75 007 Paris, en franchise postale.

Monsieur le Ministre,

Plusieurs dizaines d'objecteurs viennent de se voir refuser arbitrairement le bénéfice de la loi 71 424 du 1 juin 1971. Or vous devez savoir que depuis 1972 plusieurs centaines de camarades ayant demandé le statut dans les mêmes termes l'ont obtenu, certains après recours en cassation devant le conseil d'Etat.*

Déjà plusieurs centaines d'entre eux ont dû témoigner de leur bonne foi en passant des semaines ou des mois en prison pour se voir finalement accorder le statut d'objecteur.

Je m'étonne que la loi ne soit pas appliquée de la même manière pour tous. Les motifs reconnus valables pour les uns doivent l'être pour les autres.

Je me déclare solidaire de toutes ces personnes et je proteste contre l'arbitraire de la commission juridictionnelle.

Je vous demande de faire réexaminer les demandes de statut d'objecteur refusées par la C.J. lors de sa séance du 17/11/78 et me déclare prêt à entamer toute forme d'action pour soutenir cette lutte.

Signature et adresse

Nous devons apporter notre soutien à cette forme d'objection car c'est un modèle de lutte autonome : les décisions sont prises en assemblée générale, et les participants ne remettent pas leur sort entre les mains d'une quelconque organisation bureaucratique et hiérarchisée, c'est une lutte collective remettant en cause l'image individuelle de l'objecteur isolé, c'est une lutte qui attaque le pouvoir de la commission juridictionnelle ayant soi-disant le droit moral de juger la « validité » des convictions, c'est aussi une lutte qui risque de conduire ses participants en prison pour un ou deux ans.

Nous nous devons de les soutenir, en envoyant la lettre de protestation, et en la faisant envoyer par d'autres personnes, mais également et surtout en les rejoignant dans leur combat.

Lettre aux futurs OP 20

« L'OP 20 est avant tout un acte collectif et de solidarité vis à vis de l'arbitraire de la décision de la Commission juridictionnelle. Ce n'est pas une simple démarche administrative.

Face aux nouveaux refus (novembre 78) de l'octroi du statut aux demandeurs OP 20 et dans l'attente de l'issue des recours juridiques (appel au ministre, recours en conseil d'Etat) l'OP 20 doit continuer à se développer. Ce développement doit se faire sur la base des groupes antimilitaristes locaux organisés dans le but de permettre une lutte solidaire entre les objecteurs insoumis ayant le statut, les OP 20 en cours, les futurs demandeurs, etc.

Il est donc important que tu prennes contact avec un de ces groupes ou avec les objecteurs de la région s'il n'existe pas de groupe constitué (les adresses d'OP 20 sont disponibles à la coordination).

L'A.G. du 16-17/12/78

Pascal
(Gr. Sacco-Vanzetti)

* Pour obtenir des renseignements complémentaires, on peut contacter :
— la commission antimilitariste de la FA
— la permanence antimilitariste ou la coordination de l'OP 20 : R. Hazard, La Fabrique, 38 850 Charavines.

** Cet article a pour références un dossier constitué par la coordination OP 20, et paru dans le journal *Objection* organe des Comités de Lutte des Objecteurs.

Nous sommes tous des otages

IMAGINONS qu'un membre de votre famille, ou bien un proche ami, parte faire son service militaire. Cette personne, pour des raisons médicales, est déclarée par les médecins militaires inapte à tout effort.

De l'autre côté il y a vous, déjà repéré par les flics et les autorités militaires comme militant antimilitariste. Que va tenter de faire l'armée pour obtenir des renseignements ou bien pour vous discréditer, vous et vos idées, aux yeux de cette personne ? Tout d'abord, la sécurité militaire va s'occuper tout particulièrement de cet individu aux relations dangereuses en l'affectant assez loin de son domicile et en lui faisant subir les pires corvées ou brimades, on va lui faire effectuer des exercices dangereux pour sa santé en précisant bien que tout cela est dû à ses fréquentations.

Imaginez l'ambiance dans une caserne lorsqu'un appelé dépressif va voir son adjudant en lui disant qu'il va se foutre par la fenêtre du premier étage et que ce brave gradé, un père pour ses « p'tits gars », lui propose de sauter plutôt du troisième, ce qui se produira cinq minutes plus tard, même si cette fois l'appelé n'y laissera pas sa vie.

Imaginez l'ambiance dans cette caserne où un autre appelé très dépressif (c'est curieux combien cette grande famille, une mère pour nous, peut rendre dépressifs les appelés), qui lui aussi serait médicalement inapte à tout effort, soit obligé de participer à une marche forcée et qu'il en meure. Pour la France, en quelque sorte!

Imaginez que votre ami ne pouvant plus tenir, décide d'en finir avec ses jours et qu'il soit heureusement sauvé in extremis par un voisin...

Histoire sinistre, n'est-ce pas ? On avait vu lors de la dernière guerre les nazis utiliser des otages pour discréditer les résistants aux yeux de la population. Mais l'armée française serait incapable de se comporter pareillement, on n'ose pas y croire, nous sommes en démocratie! De plus, la France a signé la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. A moins que ce ne soit une provocation pour vous faire renoncer à exprimer vos idées en plein jour. A moins que ce ne soit une provocation pour faire travailler votre ami pour les RG ; du style : « Tu t'introduis dans le milieu et on te fous la paix ». A moins que ça ne soit tout cela réuni.

Et puis il serait impossible que les flics qui sont chargés de votre sécurité, que l'armée, défenseur de la veuve et de l'orphelin, emploient de telles méthodes. Et voilà en fait le véritable rôle de l'armée. Nous sommes tous ses otages.

Plus que jamais nous devons renforcer la solidarité et continuer à refuser l'armée et la militarisation quelle que soit sa couleur ou sa forme.

Groupe Orsay-Bures

UN SERVICE REGULIER ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT

INFORMATIONS INTERNATIONALES

Le Portugal aujourd'hui

LA SITUATION POLITIQUE ET SOCIALE

ACTUELLEMENT, la situation politique portugaise se caractérise surtout par l'institutionnalisation de fait de la démocratie parlementaire (substitution de l'Etat parlementaire à l'Etat dictatorial, ce qui signifie un renforcement de l'appareil étatique) et par exacerbation de la lutte politique. C'est, à tous les niveaux, aussi bien des organismes ouvriers que des organes d'administration locale, une totale dépendance envers les forces politiques et, en dernière analyse, parlementaires. On essaie de centrer la vie du pays sur le folklore politique qui se déroule en sessions répétées à la Chambre. Le pays attend anxieusement la composition du gouvernement, où les uns seront au pouvoir et les autres dans « l'opposition ». Bien entendu, cette « opposition » politique représente elle aussi, dans la démocratie parlementaire, le pouvoir, sans possibilité de se constituer en une alternative révolutionnaire.

D'autre part, au niveau syndical, les syndicats corporatifs, rapidement dominés par l'Intersyndicale, participent à la domination des travailleurs, à l'image d'une U.G.T. créée pour assurer au Parti socialiste une base ouvrière organisée qui lui manquait. Plus que jamais les syndicats apparaissent comme des courroies de transmission entre les partis politiques et les travailleurs, faisant infléchir toutes les luttes pour des questions qui divergent radicalement des fins pour lesquelles elles sont apparues : la lutte économique et révolutionnaire, et non de simples appendices politiques inféodés aux luttes pour le pouvoir.

Pouvoir qui s'affirme chaque fois plus et qui, avec l'approbation de la gauche (participant au jeu parlementaire), réanime et renforce les institutions classiques que les mouvements populaires de 1974 et 1975 avaient affaiblies : l'armée, le pouvoir judiciaire, les diverses polices. Et ce sont ces organes répressifs qui vont faciliter la remise des usines, des propriétés et des maisons anciennement occupées, aux anciens propriétaires.

Le cercle démocratique de la classe ouvrière et des éléments libertaires qui aspirent à une société libre, où l'Etat et le capitalisme cesseront leur règne d'oppression et d'exploitation, s'accentue à mesure que le temps passe. L'institutionnalisation de la démocratie parlementaire et de ses organes doit donc être activement combattue dans une perspective révolutionnaire.

Mais il existe une autre réalité, bien concrète, qui échappe parfois à l'influence des partis et des syndicats, et les dépassent, imposant dans la pratique, au niveau des luttes, d'autres formes d'action potentiellement révolutionnaires. Cela a été le cas dans les tensions sociales qui, ici et là, apparaissent à cause de l'augmentation du coût de la vie et la baisse du pouvoir d'achat. Si la plupart de ces luttes sont récupérées, elles constituent néanmoins des foyers de conflit permanent entre l'Etat et les travailleurs.

D'autre part, les mouvements de travailleurs, sur la base de l'expulsion des terres occupées, ont constitué pour le parti communiste une bonne occasion de réacquérir une image de marque qu'il avait perdu dans les campagnes.

Dans les quartiers, au niveau des habitants pauvres, la situation causée par les expulsions d'immeubles occupés, est explosive. Dans tous les cas où des conflits sociaux démarrent, le rôle des partis politiques et des syndicats se limite à celui de « pompiers », allant ici et là apaiser les foyers de révolte ou les encadrer, ce qui amène à un résultat identique.

Ainsi, dans la perspective où tous les organes existants, qu'ils soient partis ou syndicats, qui ne sont que des organes du pouvoir et du capitalisme, reproduisent systématiquement ce pouvoir et exercent un fort contrôle sur toutes les manifestations d'autonomie et de révolte, le projet libertaire surgit comme seul capable de polariser autour de lui la contestation ouvrière et révolutionnaire, la radicalisant et lui offrant des perspectives globales, c'est à dire l'émancipation du joug du capital et de la tutelle de l'Etat.

D'après *Informaçoes et contactos*

brésil

GERMINAL — Le régime brésilien actuel est assez particulier. C'est une dictature qui se « démocratise ». Aussi la propagande libertaire est-elle tolérée, mais elle est toujours à la merci d'une possible répression.

Dans ce climat, des camarades libertaires travaillent à Rio-de-Janeiro autour des **« Editions du Monde Libre »**. Ils publient des livres culturels (poésie) et des livres de propagande (Bakounine, Malatesta, Voline...). Ils préparent une **Anthologie du socialisme libertaire**, dont le premier volume sortira au début du printemps, avec des textes de Bakounine, Rocker, Tina Tomasi, Malatesta et Castoriadis. Ils éditent aussi un mensuel d'information acrate, **Germinal**.

espagne

LIBÉRALISME — En Espagne, la démocratie n'en finit pas de s'installer. En Andalousie, le secrétaire pour la province d'Almería de la CNT, Juan Carlos Asían del Barco, a été jugé comme étant l'auteur présumé d'un délit d'injures contre la personne du chef de l'Etat.

Le « crime » commis par ce camarade consiste à avoir exhibé une pancarte sur une avenue de la ville d'Almería, pancarte dont le texte relève du délit d'injures envers le Roi.

Juan Carlos Asían del Barco a été remis en liberté contre une caution de 50 000 pesetas. La liberté revient cher en monarchie démocratique...

* * *

allemagne

LES INTERDICTIONS PROFESSIONNELLES — Le gouvernement fédéral a adopté le 17 janvier une série de mesures qui réforment le contrôle des candidats à la fonction publique. Il ne s'agit point de renoncer aux trop fameuses interdictions professionnelles, mais d'apporter un adoucissement à des contrôles et des enquêtes, où bien souvent le grotesque le disputait à l'odieux. Le fait d'appartenir à un parti extrémiste (non interdit) n'est pas une raison suffisante pour interdire l'accès à la fonction publique. Les autorités de contrôle devront fournir la preuve d'actes commis contre la Constitution.

Ces mesures étaient prévisibles (voir le ML du 1e février) à la suite de la volte-face du maire de Hambourg, le social-démocrate Klose. Après avoir strictement appliqué le contrôle dans toute sa rigueur, il a soudain été touché par la grâce, jusqu'à dire *« qu'il préférait 200 instituteurs membres du DKP* (communistes orthodoxes) *à 20 000 jeunes gens n'offrant aucune garantie »*. Une telle déclaration a fait grand bruit dans le clan chrétien-démocrate et dans l'extrême-droite. Mais la revue anarcho-syndicaliste ***Direkte Aktion*** ramène l'affaire à ses justes proportions. Klose ne renonce pas aux interdictions professionnelles, il se borne à vouloir corriger des abus ridicules. De plus son libéralisme à retardement semble dicté par des intérêts électoraux. Aux dernières élections à Hambourg les listes « vertes » ont grignoté son électorat : d'où la nécessité de tirer un peu à « gauche ». Et puis, par ces temps difficiles, il faut économiser... et les enquêtes détaillées - par milliers! - ça coûte cher à l'administration! Enfin, qui peut vraiment - à part des anticommunistes bornés - penser que le parti communiste DKP soit révolutionnaire et dangereux pour la société. Et c'est ce parti qui est le plus visé par les interdictions, alors qu'il est réduit à une existence de secte. Monsieur Klose est un politicien avisé et rien de plus!

DANS LA PRESSE LIBERTAIRE — Signalons que deux revues mensuelles paraissent avec une régularité exemplaire (ce qui est rare!) : ***Direkte Aktion***, anarcho-syndicaliste et ***Le coq noir***, spécifiquement anarchiste. ***Le coq noir*** (janvier 79) publie une longue interview (réalisée par la revue ***Stern***) de quatre inculpés du ***Mouvement du 2 juin***. On sait que se déroule à Berlin l'interminable procès de 6 membres de ce mouvement « terroriste » - hors de la présence de certains des inculpés! Le document publié est une explication et une justification des diverses formes que prend la guerilla dans sa lutte contre la violence et le terrorisme de l'Etat, mais donne peu de renseignements sur les divergences qui peuvent exister entre le ***Mouvement du 2 juin*** et la ***Fraction de l'armée rouge*** (RAF).

Direkte Aktion consacre des articles à la grève de la sidérurgie et aux interdictions professionnelles (le néo-libéralisme de Klose, maire de Hambourg). Nos camarades anarcho-syndicalistes envisagent sans enthousiasme la future parution (début avril) du quotidien d'extrême-gauche ***Tageszeitung***. Les numéros d'essai lancés à la fin 78 font preuve d'une méconnaissance des milieux ouvriers qui est le propre de bien des intellectuels faisant profession de gauchisme. D'où la méfiance de nos camarades à l'égard de ce futur quotidien dont la rédaction sera transportée de Francfort à Berlin-ouest, ce qui a suscité quelques polémiques.

UN FUTUR QUOTIDIEN D'EXTRÊME-GAUCHE — Un groupe de camarades de Francfort fait paraître depuis cinq ans la revue hebdomadaire ***Informations-Dienst***, consacrée à la diffusion de toutes les nouvelles que la grande presse passe sous silence. Cette revue est ouverte à toutes les tendances d'extrême-gauche, sans sectarisme ; elle défend les prisonniers, soutient l'action antinucléaire et antimilitariste et - bien que surtout consacrée à ce qui se passe en RFA - s'intéresse aux questions internationales. Depuis plusieurs mois, des groupes de camarades de Francfort, de Berlin et d'ailleurs avaient l'intention de créer un quotidien qui serait l'organe de tous les groupements d'extrême-gauche non inféodés aux « grands » partis politiques. Entreprise analogue à celle tentée par ***Libération*** en France. On connaît les difficultés d'une telle création, au point de vue financier, au point de vue rédactionnel... en tenant compte de multiples groupements dont les points de vue divergent parfois. Titre du journal : ***Die Tageszeitung*** (le quotidien). Trois numéros d'essai ont été composés qui n'ont pas donné entière satisfaction. Forme et contenu laissaient à désirer et on n'arrive pas du premier coup à la perfection dans l'édition d'un quotidien. Une réunion tenue les 9 et 10 décembre à Francfort a décidé que le journal serait édité à Berlin-Ouest, le premier numéro devant sortir le 2 avril. Pourquoi Berlin ? Les frais seront moins grands qu'à Francfort pour un tirage de 80 000 exemplaires (et une vente de 36 000) on économiserait 60 000 DM par mois. Ce transfert à Berlin, voté à la majorité, soulève des polémiques et des camarades de Francfort y voient des arrières-pensées politiques.

Il est prévu pour le fonctionnement du ***Tageszeitung*** un effectif de 70 personnes avec une rémunération égale pour tous de 1 000 DM et il faudrait atteindre avant le 2 avril le total de 20 000 abonnements payés d'avance. Les camarades croient que cela est possible...

APRÈS LES GRÈVES DE LA SIDÉRURGIE — La semaine de 35 heures semble, sinon définitivement enterrée, tout au moins renvoyée dans un avenir lointain. Ceci au moment où se dessine un peu partout une offensive patronale en faveur du travail continu, du travail « posté » : on fait miroiter la promesse de jours de congé supplémentaires... pour compenser le maintien - ou l'allongement - de la durée quotidienne de travail et l'aggravation des conditions de ce travail. L'abandon de la revendication de 35 heures par l'IG-Metall a eu pour conséquence immédiate le même renoncement de la part de la Fédération des services publics et des transports. C'est, après l'IG-Metall, la plus puissante fédération de la centrale DGB : plus d'un million de membres (président Heinz Kluncker).

Kluncker ne demande pas de réduction de la durée de la journée de travail. Il se borne à réclamer 6% d'augmentation de salaire et un congé annuel de 6 semaines à réaliser progressivement jusqu'à 1980. La semaine de 35 heures ? On verra après... Aucun doute que cette fédération arrive pacifiquement à un compromis, puisqu'elle capitule sans combat sur l'essentiel.

hollande

UN MOUVEMENT ANTI-AUTORITAIRE — La revue ***Wij eisen Geluk*** (réclamons le bonheur) est consacrée aux actions concrètes de groupes de base et d'individus. Il s'agit d'initiatives, les unes nettement anarchistes comme « Onkruit », les autres ayant trait aux mouvements de femmes, aux minorités sexuelles, à la situation dans les hôpitaux psychiatriques et les prisons ou aux comités de quartiers. A signaler les initiatives des groupes « Leven, Wonen, Werken » (vivre, habiter, travailler) qui visent à créer des méthodes de vie éliminant les barrières entre l'habitation et le travail et qui constituent des associations de production et de consommation au niveau de la commune. Ces groupes qui ont pris naissance à Nimègue et à Utrecht sont très actifs dans le domaine de l'occupation « non légale » de logements. Bien que d'inspiration non-violente, ils ont à leur actif des heurts violents avec la police.

Du nouveau pour Klaus Croissant

Klaus Croissant sera fixé sur son sort le 16 février prochain. L'audition des témoins et l'exposé des faits viennent de prendre fin dans le bunker édifié à Stammheim pour le juger. L'avocat général, dans son réquisitoire du 29 janvier, a réclamé à l'encontre de Croissant trois ans et demi de prison ferme!!! Non décompté le séjour dans les prisons françaises... Eh allez donc!... Le porte-parole du tribunal a annoncé les dates des plaidoyers de la défense, les 5 et 6 février.

Ecrivez à Klaus Croissant

Aspergstrasse 60
D7 Stuttgart Stammheim 40
R.F.A.

Le courrier déjà reçu lui a, de son propre aveu, soutenu efficacement le moral dans sa lutte et ses épreuves à Stammheim. Attention : tout courrier sans l'adresse de l'expéditeur au dos est systématiquement refoulé... Il est bon aussi d'écrire, à la même adresse, au président du tribunal, ou à Schmidt, des lettres de soutien à Klaus Croissant exigeant sa libération.

UNE « NOUVELLE GAUCHE » ?

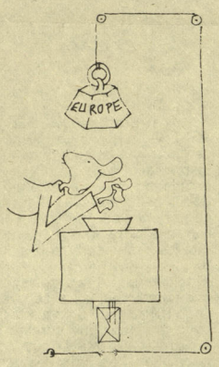
(suite de la page 1)

Il serait cruel d'insister, mais vraiment la composition de la Nouvelle gauche - surtout en ce qui concerne la France - apparaît comme une galéjade!

Le Manifeste de Turin a été établi à partir d'un document de travail élaboré par le groupe belge et le groupe français OCT. Un long manifeste de huit pages où il y a de bonnes choses (on en trouve partout...), d'autres plus discutables... mais où les lacunes systématiques sont particulièrement instructives. Le Manifeste condamne la construction européenne qui va aboutir à une *« direction trilatérale des Etats-Unis, de la RFA et du Japon »*. D'où une condamnation catégorique du Marché commun et de ses conséquences politiques, techniques, financières, policières et militaires (intégration dans l'OTAN). La Nouvelle gauche mènera campagne pour la liberté et les droits de l'individu, pour l'emploi, pour le soutien aux luttes des paysans, pour le droit des minorités nationales, pour la libération des femmes (avortement libre), pour la sauvegarde de la nature et contre l'énergie nucléaire, contre l'Europe militaire, pour le soutien à la lutte des peuples contre l'impérialisme, contre l'intégration capitaliste en Europe.

A première vue, et sans chicaner sur des points de détail, ce programme peut satisfaire le lecteur superficiel. mais croyez-vous vraiment qu'on puisse dresser un tableau de l'Europe occidentale, jeter l'anathème sur le capitalisme et l'impérialisme, défendre *« les libertés et les droits démocratiques »*, sans dire un mot - un seul - de l'ensemble des républiques populaires et de l'URSS ? Le Manifeste stigmatise *« l'agression et l'exploitation des impérialismes européens contre les peuples du Tiers-Monde : l'intégration militaire européenne renforce les moyens d'intervention impérialiste en Afrique »*. Sans doute la Nouvelle gauche ferme pudiquement les yeux sur les interventions de l'URSS, de l'Allemagne de l'Est et de Cuba, dont le Manifeste semble ignorer l'existence. Quand le Manifeste parle d'atteintes aux libertés et aux droits de l'homme, il ne cite qu'un coupable - un seul! - la RFA *« qui est à la pointe en matière de répression »*. Ce qui se passe ailleurs échappe à l'œil vigilant de la Nouvelle gauche ; ce qui compte pour elle, c'est tout ce qui fait servir à combattre l'Europe germano-américaine qui a remplacé dans l'attirail des épouvantails l'Europe vaticane de jadis. Dans tout ce manifeste, qui a la prétention de s'élever à l'échelle internationale, on trouve une seule ligne - une sur huit pages! - faisant allusion à ce qui se passe à l'Est : *« Dans les pays de l'Est, une opposition ouvrière se forme pour défendre les droits nationaux, sociaux et politiques des travailleurs »*. C'est tout ce que les gens de la Nouvelle gauche trouvent à dire des régimes d'oppression, de mépris de l'individu, de torture des « pays de l'Est ». Nous retrouvons bien là cet aveuglement systématique, cette servilité de l'intelligentsia dite de gauche dont le tribunal Russell nous administre une fois de plus la preuve.

Et n'est-ce pas une sinistre plaisanterie de condamner *« les politiques militaires des pays d'Europe occidentale dans l'OTAN »* et de passer sous silence l'armement des pays de l'Est et les armées du pacte de Varsovie ? Sans doute, la Nouvelle gauche fait une distinction entre le « bon » bloc et le « mauvais » bloc, entre les bonnes armées et les mauvaises. Car la Nouvelle gauche ne condamne pas le militarisme en tant que tel : il accepte le principe de l'armée et il demande simplement *« de lutter pour les droits des soldats »*. Quels droits ? Nous pensons que le droit essentiel du soldat, c'est le droit de ne pas être soldat. Mais la Nouvelle gauche croit sans doute aux armées populaires et aux vertus des mitrailleuses progressistes...



Ainsi donc la Nouvelle gauche sortira de son obscurité pour affronter les élections de juin. Si on en croit la revue *Pour*, au Danemark et en Italie la Nouvelle gauche espère avoir un député. En Allemagne la Ligue communiste ne se présentera pas (il vaut mieux pour elle...). En France - et laissons à *Pour* la responsabilité de ses affirmations - *« les organisations signataires envisagent une liste où se retrouveraient Piaget (Lip), René Dumont (écologiste, anti-impérialiste), Leclerc (syndicat de la magistrature), les comités Larzac, occitan, anti-nucléaires et des révolutionnaires et anciens résistants tels que Vigier, Bourdet, Casalis »*. A lire la composition de cette liste, on croit à une mystification, tant la Nouvelle gauche française apparaît comme un fourre-tout, comme un bric-à-brac où les professionnels de l'autogestion et de l'écologie voisinent avec les vieux habitués du tribunal Russell, comme l'inévitable Bourdet et le théologien résistant Casalis (du comité contre l'Europe germano-américaine). De quoi dégoûter l'électeur le plus endurci...

Terminons sur une note gaie : une entrée de clowns manquait au spectacle mais heureusement la IVe Internationale (trotskyste) était là! La revue *Pour* l'accuse de sectarisme, car cette fantomatique Internationale, méprisant la Nouvelle gauche, a décidé d'aller toute seule « à la bataille », comme une grande personne. Quelle témérité, quand on songe aux effectifs squelettiques de la IVe Internationale! A Turin, on a été ulcéré de cette décision : on avait invité les Ligues communistes d'Espagne et de France, mais la première s'est excusée et l'autre - la LCR de Krivine - n'a pas daigné occuper la table qu'on lui avait réservée. Le plus comique de l'histoire, c'est que la LCR - faute d'argent - ne présentera pas de candidats en France. Sans doute - ô miracle de la dialectique! - fera-t-elle voter pour le PC.

Une dernière recommandation : si vous jouissez de vos droits civiques, n'oubliez pas en juin de courir aux urnes. Les listes ne manqueront pas, il y en aura pour tous les goûts et si l'ancienne gauche vous a déçu, pensez à la « nouvelle », si virginale, si prometteuse!

Jean BARRUÉ

Fiction

Scène de la vie passée

MÉTRO-POLICE

« Ciao! A demain peut-être! » si j'arrive à me tirer du lit avant 8 heures. L'unité de production autogérée a beau avoir décidé une réduction d'horaire en ce début d'année, quatre heures de boulot ce n'est pas tous les jours facile, et même si les camarades ferment les yeux sur une ou deux absences dans la semaine, on se sent moralement obligé de venir régulièrement, pression sociale bien sûr, appât d'un rapide passage au communisme, se sortir enfin de cette foutue phase transitionnelle socialiste qui nous encombre de cartes magnétiques de consommation, cartes pour la bouffe, cartes pour les vêtements, cartes pour les biens durables type électro-ménager, pourtant l'abondance est là je pense, nous avons même aidé nos voisins de la fédération régionale sud-bretonne, et les libres soviets unis d'Afrique du Nord, alors... drôle comme la lutte est âpre encore au sein des conseils communaux et dans les A.G. de quartiers, de sempiternelles discussions sur les besoins réels et les besoins imaginaires, les ratiocinations des bonzes d'il y a trente ans, l'apathie d'un certain nombre malgré des années de révolution, de démocratie directe, pesanteurs sociologiques, séquelles du vieux monde, et pire les sabotages, les blocus de ces salauds d'agents contre-révolutionnaires des capitalismes sino-japonais et est-américain, heureux que le risque de leur propre destruction les empêche d'utiliser l'arme nucléaire et... purée, quel monde dans cette rame aujourd'hui, c'est dingue, j'aurais dû utiliser le réseau de surface, un taxi collectif peut-être, tant pis il faut montrer au chauffeur une autre de ces vieilles cartes, mais j'imagine que les cars doivent être aussi bondés que... mais : « Dis donc, camarade, mets ton bras plus haut, plus bas, ailleurs quoi, un peu d'air! », remous, grognements, « Ça me rappelle l'ancien temps, tous les jours ç'était comme ça, on travaillait 8 heures, des fois plus. Le matin et le soir, l'affluence dans le métro, on était pressés à faire rigoler les technocrates des transports de l'époque, comme du bétail, pour ce plaisir on payait, marrant hein ?, tout alors... »

Je me demande combien de fois ce bonhomme a pu ressasser son histoire, mais tout ça on le sait, vieux frère, c'est enregistré sur des kms de pellicules, inscrits sur des milliers de pages, conté par des millions de nos aînés, mon papa m'a seriné les récits incroyables de la période, je pourrais dire comme si je les avais vécus, les embarras de la circulation, l'énervement, la pollution des voitures particulières, le métro avec son prix qui gonfle de 20% en pleine période de vacances, d'exode estival, la puanteur des stations, les tourniquets rebondissant sur des jambes disciplinées, des portes à ouverture automatique hurlant la délation sur qui voudrait les prendre à contre-sens, la publicité obscène insultante à longueur de couloirs, de quais, les wagons divisés en classes eux aussi, les traits tirés, les yeux vagues, le teint blême du petit matin, l'éclairage blafard qui en remet, ta solitude sur banquette de vynile orangé, la bêtise routinière du flic qui te contrôle pour la troisième fois en deux jours, et qui continuera si tu ne vas pas chez le coiffeur, si tu ne mets pas un pantalon comme il faut, une veste comme il faut, un air comme il faut sur une tête comme il faut, si tu ne vas pas corriger ton accent chez Berlitz, si tu ne cesses pas, à l'instant, de faire l'arabe, si tu n'as pas la décence d'être blanc, il continuera de déshabiller du regard ta carte d'identité, ton passeport, ton titre de séjour, ce flic, si au détour d'un portillon tu parais trop surpris qu'il te tombe dessus, ou pas assez coupable à son avis, les yeux trop francs, le dos trop droit, tu ne seras pas assez policé pour être honnête, pas assez palpé, pas assez intimidé par leurs armes règlementaires, leurs attitudes règlementaires, leur ton règlementaire, l'offense quotidienne de leur présence dans le silence gêne la fausse indifférence jusqu'à ce qu'en 79 je crois ou 80, quelque chose éclate, des mois à ravaler sa colère, à faire comme si de rien n'était, et puis... merde, Bastille, c'est là que je descends.

Emma

Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Prospective et futurologie

par Michel Ragon — *Casterman éditeur*

VOICI le troisième tome de la monumentale Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme moderne *de Michel Ragon. Dans son avant-propos, l'auteur nous indique son intention de reprendre ses travaux antérieurs et de faire le point sur l'évolution de l'architecture et de l'utilisation des espaces. Le projet est ambitieux, car ainsi que le constate Ragon, la recherche n'a jamais cessé et Le Corbusier ne fut pas un point final mais un départ. Il est certain que le lecteur est un peu ébloui par le panorama qui s'offre à ses yeux et il a parfois l'impression de sortir du réel pour pénétrer dans la science-fiction. Cet ouvrage remarquable est merveilleusement illustré, mais ces images qu'on nous propose de l'habitat ou de la ville future accroissent encore notre désarroi. Et ainsi que le remarque l'auteur, il existe bien deux architectures, la vraie, celle que l'on voit et où on loge et l'autre, celle que les poètes imaginent, et dans ce domaine l'architecte de l'imaginaire laisse loin derrière lui le poète qui manipule les mots qui sont intelligibles à notre entendement. Et dans ce domaine, dirai-je que ce livre me paraît l'exemple même de la supériorité de l'image sur le verbe en particulier au niveau de l'appréhension intellectuelle.*

Cette histoire constitue une espèce de dictionnaire de l'évolution dans l'emploi du matériau et du traitement et d'un site. Tout le long de ce parcours auquel nous convie Ragon, nous retrouvons les prévisions sur le développement des populations, donc des villes où on devra nous loger et que connaissent bien ceux qui se sont occupé des problèmes économiques. Il faut bien dire que les statisticiens, ces quinze dernières années, se sont mis le doigt dans l'œil et que les urbanistes leur ont allègrement emboîté le pas. Dans la région parisienne en particulier il faut remodeler en vitesse les villes nouvelles si l'on ne veut pas qu'elles restent en partie vides et symbole de la démesure des hommes qui ont refusé de marcher du pas raisonnable de l'évolution naturelle.

Les architectes dont nous parle Ragon veulent soit nous enterrer soit nous enfouir sous les flots, ou encore nous accrocher aux nuages, lorsqu'ils restent près de la nature, mais lorsque leur imagination déborde, alors... Mais nous revenons sur terre lorsque l'auteur aborde le problème des énergies nouvelles. Bien sûr il s'agit encore de grandes fresques, mais sur ce terrain il semble bien que la nécessité de ne pas crever fera de la fiction une réalité... encombrante.

Bien sûr, le matériau le plus précieux reste l'homme. Ceux-ci parsèment le livre, on les suit dans leurs évolutions et, finalement, plus encore que dictionnaire des matériaux ou des énergies, l'ouvrage reste un dictionnaire précieux des hommes qui nous ont inventé ces folles et terrifiantes cages où nous seront logés un jour... peut-être. J'ai naturellement réfléchi sur ce que Ragon appelle la contre-architecture des artistes et je me suis demandé si ce que proposait l'architecte artiste n'était pas ce qui ne débordait jamais le papier, qui ne se réalisait jamais, mais dont on retrouvait toujours la trace dans ces constructions sans autre ambition que de nous loger et de nous permettre le repos avant de repartir autre part.

Ce livre merveilleusement illustré et bourré de citations qui sont autant de repères pour ce voyage de quinze ans à travers l'architecture auquel nous convie Michel Ragon. Ouvrage agréable dont on tourne les pages avec le plaisir qu'on a éprouvé à feuilleter les bandes dessinées, mais ouvrage savant qui a le bon goût de ne pas nous le faire remarquer.

Chronique de la musique vivante

C'est l'évènement jazz de l'année. Miroslav Vitous, considéré par tous les musiciens comme le meilleur contrebassiste du monde est à la Chapelle des Lombards jusqu'au 13 février. Il faut se rappeler qu'à l'âge de 16 ans il fut la basse de Miles Davis, et 5 ans plus tard a fondé le fameux Weather Report. Il joue en trio avec le piano « Faton » Cahen (ex-Magma) et Michel Seguin, Québécois, du groupe Toubadou (aux percussions).

Il est inutile d'insister sur la qualité, à tous les niveaux, de ce groupe. C'est de très loin la meilleure formation actuellement sur Paris.

Discographie de Miroslav Vitous :

— Purple chez CBS (avec Billie Copham)
— Moutains in the clouds chez Atlantic (avec herbie Handcock).

Tous les jours à 22 h à la Chapelle des Lombards, 62 rue des Lombards - Métro : Châtelet.

Entretien avec Jacek Kuron et Roman Wojcirchowski

membres des « syndicats libres » de Pologne.

QUELQUEPART dans un HLM de Varsovie, Jacek Kuron, qui vient d'être libéré, nous reçoit dans son appartement. La quarantaine, rond, volubile, il s'empresse de s'assurer de nos qualités. Avec son expérience on ne lui fait plus le coup du provocateur. Rassuré, il nous présente son ami Roman Wojcirchowski et se lance d'emblée dans le vif du sujet.

— Que s'est-il passé depuis la révolte de Radom en 1976 ?

— Depuis cette époque, des groupes ouvriers se sont constitués dans les grands centres industriels de Gdansk, Katowice, Varsovie et forment ce qu'on appelle ici les « syndicats libres » par opposition aux syndicats officiels qui dépendent totalement du parti communiste. Leur but est de défendre réellement les intérêts des travailleurs plutôt que de faire appliquer le plan.

— Comment fonctionne ces syndicats ?

— Ce sont de petits groupes qui autogèrent leurs activités. Il n'y a pas de quartier général. C'est la décentralisation maximale qui garantit la démocratie. Ainsi les groupes ont souvent des points de vue différents qui se reflètent dans le journal Robotnik. *Le journal est tiré clandestinement tous les quinze jours à 60 000 exemplaires sur une simple stencileuse. On peut dire que 4 000 travailleurs le lisent régulièrement et qu'il a une forte influence dans les milieux de l'opposition.*

— De qui est formée cette opposition ?

— En dehors des syndicats libres et du journal Robotnik, *il y a le KOR, le comité de soutien aux ouvriers, qui continue son activité après les évènements de Radom. Son but est d'assister financièrement et juridiquement les ouvriers victimes de la répression. Il y a aussi le SKS, le comité de soutien aux étudiants, qui joue le même rôle pour les étudiants. Ceux-ci ont créé avec certains professeurs ce qu'on appelle traditionnellement en Pologne les « universités volantes ». Ce sont des cours donnés chez des particuliers sur des matières non enseignées dans les universités officielles et où on peut exprimer librement son opinion.*

L'opposition nationaliste s'exprime elle dans la revue Opinia. *Tous ces groupes sont bien sûr indépendants l'un de l'autre. La répression policière exige d'ailleurs le plus d'autonomie pour chaque petit groupe. De cette manière on évite le démantèlement total de l'opposition.*

— Justement, comment réagissent les autorités ?

— Aujourd'hui les autorités font une sélection. Nous ne subissons pas tous le même traitement - c'est Roman Wojcirchowski qui parle -. *Bien sûr, nous perdons notre emploi vu que l'Etat est le seul patron. Mais il y a toujours moyen de se débrouiller en repeignant des appartements par exemple. Avec l'aide du KOR aussi. En dehors de cela nous subissons toutes sortes de pressions ou d'intimidations. On nous coupe l'eau, le gaz ou l'électricité. On nous menace. L'autre jour, dans un parc, un homme s'approche de moi et me dit :* « La prochaine fois on ne te ratera pas ». *Cette fois-ci ils s'étaient contenté de me casser deux côtes et le fémur.*

C'était le soir, je rentrais chez moi après une réunion. Dans l'escalier il n'y avait plus de lumière. Tout d'un coup j'aperçois le rougeoiment d'une cigarette. Aussitôt ça a commencé. Les coups pleuvaient de tous les côtés. Je me suis retrouvé à l'hôpital. Soi-disant j'avais été agressé par des voyous!

Ma femme, bien que handicapée - elle est paralysée des jambes - n'est pas épargnée. Il y a quelques mois déjà la police a confisqué son automobile en prétextant qu'elle était volée. Pour ma femme cette voiture est absolument indispensable et ils le savaient bien. Nous sommes allés à plusieurs reprises au commissariat en apportant la facture de la voiture mais ils n'ont pas encore voulu la restituer. Elle n'était pas en règle disaient-ils. Ce n'est qu'une semaine après qu'ils l'ont rendue en disant que c'était une erreur.

Ils font tout pour nous rendre la vie impossible, pour nous pousser à bout. Je totalise déjà douze ans de prison et Jacek huit!

Jacek Kuron nous raconte alors l'histoire de l'ouvrier Sokolovski.

— Après les grèves de 1976, Sokolovski, qui travaillait aux chantiers navals, perd son emploi. Il s'adresse alors à la Cour du Travail et demande sa réintégration avec 64 000 zlotys de dédommagement. La cour rejette sa demande, bien entendu. Bon, le temps passe. Au début de cette année, Sokolovski tente de créer un syndicat libre avec ses anciens camarades. Il est tout de suite arrêté. C'est alors que les policiers lui proposent les 64 000 zlotys s'il abandonne le syndicat libre et s'il écrit une lettre dénonçant le syndicat. Sokolovski est alors dans une très mauvaise situation financière et c'est pourquoi il accepte le marché. La police publiera dans un journal sa lettre réécrite où Sokolovski dit que le syndicat libre dépend de la radio polonaise en exil. Quand il a lu ce texte, Sokolovski envoie tout de suite une protestation aux journaux. Un peu plus tard, on lui offre 100 000 zlotys pour démentir sa lettre de protestation. On en est là pour le moment. mais ça montre bien qu'ils utilisent tous les moyens, toutes les méthodes pour nous détruire. malgré tout, nous obtenons parfois quelques résultats. Dans le passé, les meneurs de grèves étaient systématiquement exclus. Aujourd'hui, les travailleurs actifs dans le syndicat libre parviennent à rester dans l'entreprise. Disons que l'exclusion n'est plus systématique. Aujourd'hui ça dépend des cas. Comme le disait Roman, ils font une sélection.

— Quelle est l'attitude de l'eglise catholique ?

— Il faut savoir que l'église catholique est la seule organisation capable de résister au parti communiste. Une des choses capables de mobiliser le peuple polonais, ce sont les attaques contre l'Eglise. Le parti le sait bien et il ne s'y risque pas trop. L'Elise jouit ainsi de certains privilèges. Il existe même une université catholique. C'est la seule à éduquer dans un esprit indépendant du parti. De ce fait, il y a moyen dans certaines églises de tenir des meetings que la police n'ose pas réprimer.

— Comment peut-on voir l'avenir de la Pologne ?

— Pour les travailleurs polonais d'aujourd'hui, l'Etat est tout. C'est l'employeur aussi bien que celui qui gouverne. Ils en attendent tout : le travail, le logement, l'éducation, l'alimentation... tout. En plus, pour eux, le mot « socialisme » est la pire injure. Les jeunes boivent du coca-cola, s'habillent à l'américaine et écoutent la musique pop mais ça ne va pas plus loin parce qu'ils ont peur. C'est le règne de l'hypocrisie. Les gens ont un double visage, un double langage. Entre amis, chez eux, ils critiquent sévèrement le régime, mais dès qu'il y a un officiel ou un inconnu dans les parages on n'en dit plus que du bien. En trente ans, les communistes ont réussi à désintégrer la société. C'est chacun pour soi. Avec un salaire moyen de 4 400 zlotys par mois, ce n'est pas facile. C'est pourquoi beaucoup font des extras, même si en Pologne on travaille aussi le samedi.

Dans les magasins, mais vous avez dû le voir, il manque beaucoup de choses. Surtout de la viande qui part chez les Russes. Tout cela favorise le marché noir qui est une véritable plaie dans ce pays. Il n'y a que la vodka qui ne manque jamais. A tel point que l'alcoolisme est un fléau national qui achève d'abrutir les travailleurs. Dans de telles conditions il est difficile d'être optimiste.

Personnellement, je pense qu'il nous faut une démocratie parlementaire qui permette le pluralisme des opinions. De cette manière nous pourrions évoluer vers un socialisme démocratique. Mais d'abord il nous faut une démocratie parlementaire, bien que l'exemple de l'ouest ne soit pas applicable en Pologne où l'Etat possède tout. Le changement ne peut être que progressif. Si nous changions brusquement de régime, nous aurions affaire à une intervention militaire de l'URSS. mais si la Pologne évolue progressivement vers une démocratie parlementaire, on peut penser que le régime de l'URSS évoluera lui aussi. Le régime actuel de l'URSS n'est tout de même pas éternel!

Actuellement, ce qui est important c'est de créer, d'organiser, de développer de plus en plus de syndicats libres. C'est dans de pareils petits groupes que les individus peuvent apprendre la réflexion politique en confrontant leurs idées. C'est ainsi qu'ils peuvent acquérir une réelle citoyenneté.

— Êtes-vous en relations avec les opposants russes et ceux des autres pays de l'Est ?

— Pour nous, c'est quasi impossible vu que notre courrier est censuré et que nous ne pouvons pas obtenir de passeport. En fait il est plus facile pour nous d'entrer en relation avec l'ouest qu'avec des opposants russes par exemple.

— Avez-vous reçu un soutien international de l'ouest ?

— Les syndicats occidentaux sont déjà intervenus en notre faveur à la suite de la répression des grèves de Radom. Ce soutien est indispensable pour nous et nous espérons qu'il se développera dans l'avenir.

Entretien réalisé par un camarade de Bruxelles, et transmis au Monde Libertaire

LE PÈRE PEINARD

Devant l'action directe, les syndicalos ont la peur aux tripes

LES RETENEURS DE BASE

« *NOUS n'arrivons plus à contenir la base* ». Cette constatation d'un délégué syndical à propos des incidents de Longwy a de quoi te remuer les tripes. Contenir la base, c'est bien évidemment le seul rôle objectif des syndicats pourris jusqu'à la mœlle depuis déjà un sacré bout de temps. Dans les périodes peinardes, c'est un boulot d'encadrement qu'est chiant au possible, car faut aller voir les petits potes qui triment pour leur faire signer des pétitions de mes deux, mais enfin faut bien que les conteneurs de base s'occupent à éveiller la conscience de classe des primaires. Parce que paraît-il que c'est dans les syndicats qu'on rencontre le plus d'ouvriers conscients : c'est une formule qui fait encore recette même dans les milieux anars.

La conscience d'un syndicalo c'est monter dans la hiérarchie syndicale pour finir comme toutes les charognes : permanent à plein temps, moralisateur au possible et sapeur de spontanéité populaire. C'est tous ces généraux, lieutenants et 1e classe de la CGT, CFDT, FO, etc. qui doivent contenir la masse, cette masse qui, dans les périodes calmes, rit en suçant son pouce devant la télé, avec le tiercé et les histoires de cul qu'on se raconte en s'envoyant un apéro derrière la cravate. C'est cette foule moutonnière et électrice qu'il faut réveiller de sa léthargie dans les périodes calmes.

C'est ton voisin, quoi! Ou ton pote de boulot qui s'en tamponne de tes idées libertaires. C'est ça la base dans les périodes calmes! Quand au syndicalo, n'ayant rien à contenir, il fout le bordel dans sa centrale en revendiquant la liberté d'expression et le pluralisme démocratique. Seulement, où ça change, c'est quand le temps est à l'orage! Non pas que nos suceurs de pouce deviennent révolutionnaires, mais attention, faut pas toucher au biftèque, sinon ça va se gâter! Même dans une période de crise, tant que c'est les autres c'est con mais ça va. Mais alors là où ça va plus du tout c'est quand ta tôle elle ferme et que tu te retrouves sur le pavé. Alors là, merde, c'est plus pareil! Au début on se réveille un peu de ce quotidien qui se transforme, on s'envoie les manifs et puis on fait confiance au conteneur de base. Mais rapidement le ton monte, on va quand même pas crever sans rien faire, alors en fin de manif on se farcit un poste de flic avec les gigolos à l'intérieur, comme à Longwy.

Et c'est à ce moment-là que les syndicats doivent fournir leur travail de conteneurs de base, car enfin voyez-vous, Barre il veut bien discuter, mais avec des syndicalistes responsables, de ceux qui sont capables de tenir leurs troupes, en vraies crevures galonnées.

D'ailleurs, pour contenir la colère ouvrière, il vaut mieux se servir des syndicats que des CRS, c'est plus démocratique. Après des incidents comme à Longwy, il existe plusieurs solutions pour les encadreurs de base :

— La soutenir en déclarant qu'il faut comprendre ces travailleurs qui luttent pour vivre mais c'est dangereux car cela peut les amener à soutenir l'action directe qu'ils répugnent plus que n'importe quoi.

— Déclarer que ce sont des provocateurs étrangers à la boîte et qu'ils font des actions contraires aux intérêts des travailleurs, seulement le syndicat risque de passer pour un con aux yeux des travailleurs lorsque c'est bien ceux-ci qui ont fait un peu d'action directe.

Alors la stratégie syndicale consiste à tenir des propos aussi stupides que malhonnêtes. Ça part du militant syndicalo de base qui lui n'est pas dupe, car il sait bien que parmi ceux qui se sont défoulés, il y a bien les travailleurs de la tôle, alors il déclare : « *La colère des travailleurs est compréhensible* ». Puis vient le secrétaire de l'union départementale qui déclare que cette histoire est un avertissement au patronat et à l'Etat, mais que de toute façon c'est un acte qui n'est pas du tout représentatif des travailleurs et qu'il pourrait bien y avoir quelques provocateurs étrangers à l'entreprise là-dedans. Enfin le pape du syndicat qui dénonce l'utilisation que fait la presse d'un fait qui, d'ailleurs, n'est que l'acte d'éléments troubles étrangers à l'entreprise et hostiles aux intérêts des travailleurs, en présentant les syndicats comme débordés alors qu'ils ont la situation en main, etc. etc.

Depuis 68 et les accords de Grenelle, les fossoyeurs de la révolution sociale ont eu une vie pépère, seulement y savent pas ce qui va se passer et l'inconnu, ça les fait trembler dans leurs culottes. Il faut vivre une grève pour savoir ce qu'est l'atmosphère chez les travailleurs à la recherche d'une solution, pour savoir que tout est possible et que c'est toujours d'une manière spontanée que les choses se font.

Pourquoi, les mecs, vous feriez pas tourner la tôle pour vous, ça pourrait se répercuter comme une traînée de poudre. Alors on verrait, comme en 68, les usines occupées puis les bécanes se mettraient à tourner pour notre compte. L'expropriation quoi! Et même si ça reste localisé dans quelques boîtes, maintenant ce n'est plus la grève qui est une gymnastique révolutionnaire, c'est l'autogestion.

Allez mon pote, prend ta vie en main, t'es sur terre pour ça et les temps sont mûrs.

LE PÈRE PEINARD